

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 906

[2012/201638]

**8 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 2
du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale
en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 confiant une mission déléguée à la SOWECSOM en vue de la mise en œuvre du projet « VESTA »;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale, remis le 17 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, remis le 17 janvier 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2010;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 50.539/2, donné le 29 novembre 2011;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », peut, aux conditions déterminées par ou en vertu du présent arrêté, octroyer à une entreprise d'économie sociale une aide au développement d'une activité immobilière ayant pour objectif d'acquérir des bâtiments en vue de les rénover ou de les transformer afin de les mettre à disposition sous forme de logements privatifs ou à caractère social, ou d'espaces pouvant être utilisés par des associations sans but lucratif ou des entreprises d'économie sociale en vue d'un usage professionnel.

Art. 2. Outre ce qui est disposé par le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, l'entreprise d'économie sociale, afin de bénéficier de la subvention visée à l'article 4, respecte les conditions suivantes :

1° être une société à finalité sociale telle que visée à l'article 661 du Code des sociétés;

2° porter un projet tel que défini à l'article 3;

3° développer une activité immobilière;

4° avoir pour objet social, à titre principal ou accessoire, la gestion de patrimoines immobiliers;

5° avoir pour but social d'affecter les bénéfices en priorité à des actions en lien avec soit l'accueil de l'enfance, soit le logement, soit l'insertion socioprofessionnelle de personnes en situation précaire.

Art. 3. Le projet déposé à la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, ci-après dénommée « l'administration », vise soit :

1° l'acquisition d'un bâtiment dans les trois mois de l'introduction du projet;

2° la rénovation d'un bâtiment acquis depuis moins de six mois au moment de l'introduction du projet.

Ce projet, qui s'inscrit dans une démarche sociale en lien soit avec le public cible activé pour les travaux d'aménagement, de transformation ou de rénovation du bâtiment soit par rapport aux bénéficiaires finaux des logements ou des espaces professionnels visés, permet la création d'au moins trois logements et/ou espaces professionnels supplémentaires par rapport à l'état du patrimoine immobilier de l'entreprise d'économie sociale au jour du dépôt du projet.

L'entreprise d'économie sociale s'engage, selon les modalités déterminées par le Ministre :

1° à ne pas vendre ou céder le bâtiment acquis durant les cinq ans à dater de la liquidation de l'aide visée à l'article 4;

2° à proposer, éventuellement après rénovation, des logements et des espaces professionnels;

3° à établir, si les espaces locatifs sont à vocation sociale, un partenariat avec un centre public d'action sociale, une commune, une association de promotion du logement, une société de logement de service public ou une agence immobilière sociale.

Si l'entreprise d'économie sociale est propriétaire d'un bâtiment par apport en nature de droits réels d'un de ses actionnaires et/ou coopérateur, la date à prendre en considération pour le respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, est celle de la cession officielle du bâtiment à l'entreprise d'économie sociale.

Art. 4. § 1^{er}. L'aide octroyée consiste en une subvention de base d'un montant maximal de 60.000 euros.

§ 2. Cette subvention peut être majorée d'au maximum 35.000 euros dans les deux ans qui suivent l'octroi de la subvention de base :

1° si le ou les bâtiments acquis sont en zones d'initiative privilégiée telles que fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 fixant des zones d'initiative privilégiée ou situés dans un quartier d'initiative tel que défini par le Ministre;

2° si le ou les bâtiments acquis permettent de remettre sur le marché locatif au moins six logements et/ou espaces professionnels;

3° si au moins 30 % de l'actionariat de l'entreprise d'économie sociale est composé de personnes physiques;

4° si le tiers au moins des locataires des logements sont concernés par un des partenariats tels que visés à l'article 3, alinéa 2, 3°;

5° si l'entreprise favorise, dans le cadre des travaux de rénovation qu'elle fait effectuer, la transition à l'emploi de stagiaires ou de demandeurs d'emploi auprès d'entreprises du secteur de la construction;

6° si le bâtiment mis à disposition sous forme de logements privatifs ou à caractère social ou d'espaces pouvant être utilisés par des associations sans but lucratif ou des entreprises d'économie sociale en vue d'un usage professionnel répond, en termes de performance énergétique des bâtiments, à l'exigence « très basse énergie », soit « E_w45 et K≤30 ».

§ 3. Cette subvention supplémentaire sera octroyée selon les critères suivants :

1° lorsque au moins un des critères énumérés au § 2 est rencontré, l'entreprise d'économie sociale peut se voir octroyer une subvention supplémentaire de maximum 15.000 euros;

2° cette subvention peut être portée à 20.000 euros au maximum lorsqu'au moins deux des critères définis au § 2 sont rencontrés;

3° cette subvention peut être portée à 35.000 euros au maximum, lorsqu'au moins trois des critères définis au § 2 sont rencontrés.

§ 4. Par logement, on entend l'espace et les équipements suffisants à ce qu'au moins un ménage, tel que défini à l'article 1^{er}, 28^o, du Code wallon du Logement, puisse y vivre de manière permanente.

Par espace professionnel, on entend l'espace et les équipements suffisants pour qu'une activité professionnelle puisse être développée de manière permanente.

Le Ministre est habilité à préciser les notions de logement et d'espace professionnel.

Art. 5 L'aide est octroyée conformément au Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

Art. 6 L'aide est destinée à prendre en charge les frais de gestion du projet à savoir les frais de personnel et de fonctionnement en relation directe avec le projet. La gestion de l'entreprise d'économie sociale peut être assurée par une autre société. Toutefois, pour que ses factures soient éligibles à la subvention, celle-ci doit être également une entreprise d'économie sociale respectant les conditions de l'article 2 et elle doit proposer des factures circonstanciées faisant état, notamment, des heures de prestations réelles qu'elle aura effectuées. L'aide ne peut servir à couvrir le prix d'achat ou de rénovation du ou des immeubles ni les taxes y afférentes.

Les dépenses pouvant être couvertes par le montant de l'aide ne visent que des montants calculés hors T.V.A., lorsque celle-ci peut être déduite par l'entreprise d'économie sociale.

L'aide ne peut être sollicitée qu'une fois par une même entreprise tous les cinq ans et aux conditions du présent arrêté.

Elle est liquidée selon les modalités déterminées par le Ministre.

Art. 7. Le dossier d'introduction du projet comporte, notamment, les données suivantes :

1° les statuts de l'entreprise d'économie sociale;

2° l'explication du projet;

3° l'acte de vente ou le compromis de vente ou l'acte de cession des droits réels du ou des bâtiments concernés;

4° le budget d'utilisation de l'aide;

5° les comptes de l'exercice comptable antérieur clôturé de l'entreprise d'économie sociale, si celle-ci a au moins un an d'existence;

6° un plan d'affaires sur trois ans.

Art. 8. Le contrôle et la surveillance du présent arrêté sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Art. 9. Le Ministre décide du remboursement par l'entreprise d'économie sociale de l'aide indûment perçue lorsque, notamment et sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, les obligations édictées par ou en vertu du présent arrêté ne sont pas respectées.

Le Ministre peut décider des modalités de récupération de l'aide indûment perçue qui s'effectue par toutes voies de droit en ce compris la compensation.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 confiant une mission déléguée à la SOWECSOM en vue de la mise en œuvre du projet « VESTA » est abrogé.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mars 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 906

[2012/201638]

8. MÄRZ 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 zur Übertragung eines Vertretungsauftrags auf die SOWECSOM im Hinblick auf die Umsetzung des Projekts «VESTA»;

Aufgrund des am 17. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens des «Conseil wallon de l'Economie sociale» (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft);

Aufgrund des am 17. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens des «Conseil économique et social de Wallonie» (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

Aufgrund des am 10. Dezember 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. November 2011 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 50.539/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, nachstehend «der Minister» genannt, ist befugt, unter den durch oder kraft des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen einem Sozialwirtschaftsunternehmen eine Beihilfe zur Entwicklung einer Tätigkeit des Immobiliensektors gewähren, die darin besteht, Gebäude zu erwerben, um sie zu renovieren oder umzubauen, um sie als Privat- oder Sozialwohnungen zur Verfügung zu stellen, oder als Räumlichkeiten, die von Vereinigungen ohne Erwerbzzweck oder Sozialwirtschaftsunternehmen im Hinblick auf eine berufliche Verwendung genutzt werden können.

Art. 2 - Zusätzlich zu den in dem Dekret vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft angeführten Bestimmungen muss das Sozialwirtschaftsunternehmen folgende Bedingungen erfüllen, um in den Genuss der in Artikel 4 angeführten Subvention zu gelangen:

- 1° eine Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne von Artikel 661 des Gesetzbuches über die Gesellschaften sein;
- 2° Träger eines wie in Artikel 3 definierten Projekts sein;
- 3° eine Tätigkeit im Immobiliensektor entwickeln;
- 4° als hauptsächlichen oder nebensächlichen Gesellschaftszweck die Verwaltung von Immobilienbeständen haben;
- 5° den Gewinn zu Sozialzwecken hauptsächlich für Aktionen im Bereich der Kinderbetreuung, des Wohnungswesens, der sozialen und beruflichen Eingliederung von Personen, die sich in einer prekären Lage befinden, verwenden.

Art. 3 - Das bei der Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Unternehmen, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, nachstehend «die Verwaltung» genannt, hinterlegte Projekt verfolgt folgendes Ziel:

- 1° entweder den Erwerb eines Gebäudes innerhalb von drei Monaten nach Einreichen des Projekts;
- 2° oder die Renovierung eines zum Zeitpunkt des Einreichens des Projekts seit weniger als sechs Monaten erworbenen Gebäudes.

Dieses Projekt, das Teil einer sozialen Initiative ist, die im Zusammenhang mit dem Zielpublikum steht, das im Rahmen der Ausstattungs-, Umbau- oder Renovierungsarbeiten des Gebäudes aktiviert wird, oder die die Endnutzer der betroffenen Wohnungen oder beruflichen Räumlichkeiten betrifft, ermöglicht die Schaffung von wenigstens drei zusätzlichen Wohnungen und/oder beruflichen Räumlichkeiten im Vergleich zu der Situation des Immobilienbestandes des Sozialwirtschaftsunternehmens am Tag der Hinterlegung des Projekts.

Das Sozialwirtschaftsunternehmen verpflichtet sich, nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten:

- 1° das erworbene Gebäude während fünf Jahren ab dem Datum der Auszahlung der in Artikel 4 angeführten Beihilfe nicht zu verkaufen oder abzutreten;
- 2° Wohnungen und berufliche Räumlichkeiten anzubieten, ggf. nach Renovierung;
- 3° falls die Mietflächen einen sozialen Zweck verfolgen, eine Partnerschaft mit einem öffentlichen Sozialhilfzentrum, einer Gemeinde, einer Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens, einer Wohnungsgesellschaft öffentlichen Dienstes oder einer Agentur für soziale Wohnungen einzugehen.

Ist das Sozialwirtschaftsunternehmen Eigentümer eines Gebäudes durch eine Sacheinlage dinglicher Rechte eines seiner Teilhaber und/oder Genossenschaftsmitglieder, so handelt es sich bei dem Datum, das für die Beachtung der in Absatz 1, 1° oder 2° erwähnten Bedingungen zu berücksichtigen ist, um das offizielle Datum des Abtretens des Gebäudes an das Sozialwirtschaftsunternehmen.

Art. 4 - § 1. Bei der gewährten Beihilfe handelt es sich um eine Basissubvention über einen Höchstbetrag von 60.000 Euro.

§ 2. Diese Subvention kann innerhalb von zwei Jahren nach der Gewährung der Basissubvention um 35.000 Euro erhöht werden:

- 1° falls das oder die Gebäude sich in bevorzugten Initiativgebieten befinden, welche durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Festlegung der bevorzugten Initiativgebiete festgelegt worden sind, oder sie sich in einem durch den Minister definierten Initiativviertel befinden;
- 2° falls das oder die erworbenen Gebäude ermöglichen, wenigstens sechs Wohnungen und/oder berufliche Räumlichkeiten wieder auf dem Markt der Mietobjekte anzubieten;
- 3. falls wenigstens 30% der Teilhaber des Sozialwirtschaftsunternehmens natürliche Personen sind;
- 4° falls wenigstens ein Drittel der Mieter dieser Wohnungen von einer der in Artikel 3, Absatz 2, 3° angeführten Partnerschaften betroffen ist;
- 5° falls das Unternehmen im Rahmen der Renovierungsarbeiten, die sie durchführen lässt, den Übergang von Praktikanten oder Arbeitsuchenden in ein Arbeitsverhältnis bei Unternehmen des Bauwesens fördert;
- 6° falls das Gebäude, das in Form von Privat- oder Sozialwohnungen oder als Räumlichkeiten, die von Vereinigungen ohne Erwerbzweck oder Sozialwirtschaftsunternehmen im Hinblick auf eine berufliche Verwendung genutzt werden können, zur Verfügung gestellt wird, was die Energieeffizienz von Gebäuden betrifft der Anforderung «sehr niedrige Energie» entspricht, d.h. «E_w45 und K≤30».

§ 3. Diese zusätzliche Subvention wird nach folgenden Kriterien gewährt:

- 1° ist wenigstens eines der unter § 2 angeführten Kriterien erfüllt, so kann dem Sozialwirtschaftsunternehmen eine weitere Subvention von höchstens 15.000 Euro gewährt werden;
- 2° diese Subvention kann auf maximal 20.000 Euro angehoben werden, wenn wenigstens zwei der unter § 2 angeführten Kriterien erfüllt sind;
- 3° diese Subvention kann auf maximal 35.000 Euro angehoben werden, wenn wenigstens drei der unter § 2 angeführten Kriterien erfüllt sind.

§ 4. Als Wohnung gilt die Fläche einschließlich der Ausrüstungsgegenstände, die ausreicht, um einem Haushalt gemäß Artikel 1, 28° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches zu ermöglichen, dort permanent zu wohnen.

Als berufliche Fläche gilt die Fläche einschließlich der Ausrüstungsgegenstände, die ausreicht, um eine berufliche Tätigkeit dort permanent auszuüben.

Der Minister ist befugt, die Konzepte der Wohnung und der beruflichen Fläche genauer festzulegen.

Art. 5 - Die Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf de minimis-Beihilfen gewährt.

Art. 6 - Die Beihilfe dient dazu, die Verwaltungskosten des Projekts abzudecken, d.h. die Personal- und Betriebskosten, die in direktem Zusammenhang zu dem Projekt stehen. Die Verwaltung des Sozialwirtschaftsunternehmens kann durch eine andere Gesellschaft gewährleistet werden. Damit deren Rechnungen jedoch für die Gewährung der Subvention berücksichtigt werden können, muss es sich bei dieser Gesellschaft ebenfalls um ein Sozialwirtschaftsunternehmen handeln, das die Bedingungen von Artikel 2 erfüllt. Zudem muss sie ausführliche Rechnungen vorlegen, in denen unter anderem die effektiv geleisteten Arbeitsstunden angeführt werden. Die Beihilfe darf weder dazu verwendet werden, den Preis für den Ankauf oder die Renovierung des oder der Gebäude zu decken, noch um die diesbezüglich zu entrichtenden Gebühren zu zahlen.

Die Ausgaben, die durch den Betrag der Beihilfe abgedeckt werden können, betreffen nur ohne MwSt. berechnete Beträge, insofern diese durch das Sozialwirtschaftsunternehmen abgesetzt werden kann.

Die Beihilfe kann nur einmal alle fünf Jahre und unter den im vorliegenden Erlass angeführten Bedingungen durch ein und dasselbe Unternehmen beantragt werden.

Sie wird gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten ausgezahlt.

Art. 7 - Die Akte über das Einreichen des Projekts umfasst unter anderem die folgenden Angaben:

- 1° die Satzungen des Sozialwirtschaftsunternehmens;
- 2° die Erläuterung des Projekts;
- 3° den Kaufvertrag oder die Verkaufszusage oder die Abtretungsakte der dinglichen Rechte des oder der betroffenen Gebäude;
- 4° den Haushalt der Verwendung der Beihilfe;
- 5° die Jahresabschlüsse des vorherigen abgeschlossenen Rechnungsjahres des Sozialwirtschaftsunternehmens, falls dieses seit wenigstens einem Jahr besteht;
- 6° ein dreijähriger Geschäftsplan.

Art. 8 - Die Kontrolle und die Überwachung des vorliegenden Erlasses werden ausgeübt gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik.

Art. 9 - Der Minister beschließt über die Erstattung durch das Sozialwirtschaftsunternehmen der diesem ungeschuldet gewährten Beihilfe unter anderem wenn die durch den vorliegenden Erlass oder kraft des vorliegenden Erlasses festgelegten Auflagen nicht beachtet werden, und zwar unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 16. Mai 2003 über die Festlegung der allgemeinen Bestimmungen betreffend den Haushalt, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie betreffend die Organisation der Kontrolle des Rechnungshofes.

Der Minister kann über die Modalitäten zur Rückforderung der ungeschuldet gezahlten Beihilfe beschließen. Diese Rückforderung erfolgt durch jeglichen Rechtsweg einschließlich des Ausgleichs.

Art. 10 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 zur Übertragung eines Vertretungsauftrags auf die SOWECSOM im Hinblick auf die Umsetzung des Projekts «VESTA» wird aufgehoben.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. März 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 906

[2012/201638]

8 MAART 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiëlesector

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, inzonderheid op de artikelen 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006, waarbij een gemachtigde opdracht aan de « SOWECSOM » toegewezen wordt met het oog op de uitvoering van het « VESTA »-project;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon de l'Economie sociale » (Waalse Raad voor Sociale Economie), gegeven op 17 januari 2011;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 17 januari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2010;

Gelet op het advies nr. 50.539/2 van de Raad van State, gegeven op 29 november 2011;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onder de bij of krachtens dit besluit bepaalde voorwaarden kan de Minister bevoegd voor Sociale Economie, hierna « de Minister » genoemd, een ontwikkelingssteunmaatregel voor een vastgoedactiviteit toekennen aan een sociale economiebedrijf, dat als doel heeft gebouwen aan te kopen om ze te renoveren of te verbouwen teneinde ze ter beschikking te stellen als privaatwoningen of woningen met een sociaal karakter of als ruimten die gebruikt kunnen worden door verenigingen zonder winstoogmerk of sociale economiebedrijven voor een professioneel gebruik.

Art. 2. Naast de voorschriften van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie leeft het sociale economiebedrijf, om de in artikel 4 bedoelde toelage te genieten, de volgende voorwaarden na :

1° een bedrijf met sociale doeleinden zijn zoals bedoeld in artikel 661 van Wetboek van vennootschappen;

2° een project zoals bepaald in artikel 3 opzetten;

3° een vastgoedactiviteit ontwikkelen;

4° in hoofd- of in bijkomende orde het beheer van het vastgoed als maatschappelijk doel hebben;

5° de bestemming van de winst bij voorkeur aan acties gebonden ofwel aan de opvang van kinderen, ofwel aan de huisvesting, ofwel aan de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven van personen in een kwetsbare situatie als maatschappelijk doel hebben.

Art. 3. Het project ingediend bij de Directie Sociale Economie van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, hierna « het bestuur » genoemd, beoogt :

1° de aankoop van een gebouw binnen drie maanden na de indiening van het project;

2° de renovatie van een gebouw aangekocht sinds minder dan zes maanden op het moment van de indiening van het project.

Dit project, dat kadert in een sociale voortgang i.v.m. ofwel het doelpubliek gestimuleerd voor de inrichtings-, verbouwings- of renovatiewerken van het gebouw, ofwel ten opzichte van de laatste begunstigden van de bedoelde woningen of professionele ruimten, maakt de oprichting van ten minste drie bijkomende woningen en/of professionele ruimten mogelijk ten opzichte van de staat van het vastgoed van het sociale economiebedrijf op de dag van de indiening van het project.

Volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten verbindt het sociale economiebedrijf er zich toe om :

1° het aangekochte gebouw niet te verkopen, noch af te staan tijdens vijf jaar na de betaling van de in artikel 4 bedoelde hulp;

2° eventueel na de renovatie woningen en professionele ruimten voor te stellen;

3° indien de huurruimten een sociale bestemming hebben, een partnerschap te vormen met een openbaar centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente, een vereniging voor de bevordering van de huisvesting, een openbare huisvestingsmaatschappij of een sociaal vastgoedagentschap.

Als het sociale economiebedrijf eigenaar is van een gebouw door een inbreng in natura van zakelijke rechten van één van zijn aandeelhouders en/of medewerkers is de voor de naleving van de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1 of 2, in aanmerking te nemen datum, die van de officiële afstand van het gebouw aan het sociale economiebedrijf.

Art. 4. § 1. De toegekende hulp bestaat uit een basistoelage voor een maximumbedrag van 60.000 euro.

§ 2. Die toelage kan maximum met 35.000 euro verhoogd worden binnen twee jaar na de toekenning van de basistoelage :

1° als het (de) aangekochte gebouw(en) gelegen is (zijn) in bevoorrechte initiatiefgebieden zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 tot vaststelling van bevoorrechte initiatiefgebieden of in een initiatiefwijk zoals bepaald door de Minister;

2° als het (de) aangekochte gebouw(en) het mogelijk maakt(en) minstens zes woningen en/of professionele markt op de huurmarkt opnieuw te plaatsen;

3° als minstens 30 % van het aandeelhouderschap van het sociale economiebedrijf uit natuurlijke personen bestaat;

4° als minstens het derde van de huurders van de woningen betrokken zijn bij één van de partnerschappen zoals bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3°;

5° als het bedrijf in het kader van de renovatiewerken die het laat uitvoeren, de overgang naar de tewerkstelling van stagiairs of werkzoekenden bij bedrijven van de bouwsector bevordert;

6° als het gebouw ter beschikking gesteld als privatieve woningen of woningen met een sociaal karakter of als ruimten die gebruikt kunnen worden door verenigingen zonder winstoogmerk of sociale economiebedrijven voor een professioneel gebruik in termen van energieprestatie van de gebouwen voldoet aan de norm « zeer lage energie », of « E_w45 et K≤30 ».

§ 3. Die bijkomende toelage zal toegekend worden volgens de volgende criteria :

1° als minstens één van de in § 2 bedoelde criteria vervuld is, kan het sociale economiebedrijf een bijkomende toelage van maximum 15.000 euro krijgen;

2° die toelage kan tot maximum 20.000 euro verhoogd worden wanneer minstens twee van de in § 2 bepaalde criteria vervuld zijn;

3° die toelage kan tot maximum 35.000 euro verhoogd worden wanneer minstens drie van de in § 2 bepaalde criteria vervuld zijn.

§ 4. Onder woning wordt verstaan de ruimte en de voldoende uitrustingen zodat minstens een gezin, zoals bedoeld in artikel 1, 28°, van de Waalse Huisvestingscode, er voortdurend kan leven.

Onder professionele ruimte wordt verstaan de ruimte en de voldoende uitrustingen voor de voortdurende ontwikkeling van een professionele activiteit.

De Minister wordt ertoe gemachtigd om de begrippen van woning en professionele ruimte te bepalen.

Art. 5. De hulp wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de minimis-steun.

Art. 6. De hulp is bestemd om de beheerskosten van het project, namelijk de personeels- en werkingskosten in rechtstreeks verband met het project te dekken. Het beheer van het sociale economiebedrijf kan door een ander bedrijf waargenomen worden. Opdat zijn facturen voor de toelage in aanmerking zouden komen, moet dit bedrijf evenwel een sociale economiebedrijf zijn, dat de voorwaarden van artikel 2 naleeft en moet het omstandige facturen voordragen waarin met name de werkelijke dienstverleningsuren die het heeft uitgevoerd, worden vermeld. De hulp mag niet bestemd zijn om de aankoop- of renovatieprijs van het (en) gebouw(en), noch de desbetreffende belastingen te dekken.

De uitgaven die gedekt kunnen worden door het bedrag van de hulp beogen slechts bedragen exclusief btw, wanneer ze door het sociale economiebedrijf afgetrokken kan worden.

De hulp mag slechts één keer door eenzelfde bedrijf aangevraagd worden om de vijf jaar en onder de voorwaarden van dit besluit.

Ze wordt volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten uitbetaald.

Art. 7. Het indieningsdossier van het project omvat met name de volgende gegevens :

1° de statuten van het sociale economiebedrijf;

2° de uitleg van het project;

3° de verkoopakte of de koopakte of de akte van afstand van de zakelijke rechten van het (de) betrokken gebouw(en);

4° de begroting van het gebruik van de hulp;

5° de rekeningen van het afgesloten vorige boekhoudjaar van het sociale economiebedrijf indien het sinds minstens één jaar bestaat;

6° een zakenplan over drie jaar.

Art. 8. De controle en het toezicht van dit besluit worden uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

Art. 9. De Minister beslist over de terugbetaling door het sociale economiebedrijf van de ten onrechte geïnde hulp wanneer met name en onverminderd de bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, de bij of krachtens dit besluit uitgevaardigde verplichtingen niet nageleefd worden.

De Minister kan beslissen over de modaliteiten voor de invordering van de ten onrechte geïnde hulp die bij elk rechtsmiddel met inbegrip van de compensatie wordt verricht.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 waarbij een gemachtigde opdracht aan de « SOWECOSOM » toegewezen wordt met het oog op de uitvoering van het « VESTA »-project, wordt opgeheven.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 maart 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 907

[C - 2012/31141]

15 DECEMBER 2011. — Besluit tot goedkeuring van de perimeter van gewestelijk belang bestemd voor het project van gewestelijk belang voor de Wetstraat en haar omgeving

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en inzonderheid op artikel 175, 3°;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001 tot goedkeuring van het Gewestelijk Bestemmingsplan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 september 2002 tot goedkeuring van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan;

Gelet op het advies van het college van burgemeester en schepenen van de stad Brussel, uitgebracht op 24 maart 2011;

Overwegende dat in het richtschema voor de Europese Wijk, dat door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering goedgekeurd werd op 24 april 2008, de krachtlijnen vastgelegd worden voor de herontwikkeling van de Europese wijk;

Overwegende dat in het « Stadsproject Wet », dat door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering goedgekeurd werd op 16 december 2010, de krachtlijnen vastgelegd worden voor de herinrichting van de Wetstraat en haar omgeving;

Overwegende dat de perimeter van het Stadsproject Wet gelegen is binnen een ruimere perimeter, met name het hefboomgebied nr. 7 « Europa » van het GewOP, die op zijn beurt deel uitmaakt van een grotere perimeter die het voorwerp uitmaakte van een richtschema « Europese Wijk »;

Overwegende dat het Stadsproject Wet zich op de schaal van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt op een structurerende historische as die de Vijfhoek, het Jubelpark en de Tervurenlaan met elkaar verbindt;

Overwegende dat het betaamt de perimeter van het Stadsproject Wet te herwaarderen en in dat verband rekening te houden met zijn positie in het Gewest, alsook met zijn bevoorrechte ligging aan de rand van de Vijfhoek en zijn centrale ligging in het infrastructuurnet voor openbaar vervoer;

Overwegende dat Europese instellingen als de Europese Commissie, de Raad van de Europese Unie en de Europese Raad hun zetel gevestigd hebben in de Wetstraat;

Overwegende dat de gewestelijke uitdaging betreffende de herontwikkeling van de volledige Europese Wijk, zoals omschreven in het richtschema voor de Europese Wijk, berust op de succesvolle omvorming van deze wijk tot een dichtbevolkte, gevarieerde stadsbuurt;

Dat het nagestreefde doel erin bestaat de belangrijkste Europese en internationale tewerkstellingspool van het Gewest verder uit te bouwen en tezelfdertijd een gediversifieerde woonbuurt met buurtwinkels en -voorzieningen tot ontwikkeling te brengen;

Dat de mix van functies ontwikkeld zal worden in een omgeving die zal bestaan uit gezellige openbare ruimten, openbare parken die openen op de omliggende wijken en culturele voorzieningen die in dit deel van het Gewest talrijk aanwezig zijn;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 907

[C - 2012/31141]

15 DECEMBRE 2011. — Arrêté approuvant le périmètre d'intérêt régional destiné à recevoir le projet d'intérêt régional de la rue de la Loi et de ses abords

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et plus particulièrement son article 175, 3°;

Vu l'arrêté du 3 mai 2001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le Plan régional d'Affectation du Sol;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2002 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le Plan régional de développement;

Vu l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la ville de Bruxelles, donné le 24 mars 2011;

Considérant que le schéma directeur « Quartier européen », approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 24 avril 2008, a défini les lignes directrices du redéveloppement du quartier européen;

Considérant que le « Projet urbain Loi », approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 16 décembre 2010, a défini les lignes directrices du réaménagement de la rue de la Loi et de ses abords;

Considérant que le périmètre du Projet urbain Loi se situe dans un périmètre plus vaste, à savoir la zone-levier n° 7 « Europe » du PRD, elle-même englobée dans un périmètre plus large ayant fait l'objet d'un schéma directeur « Quartier européen »;

Considérant que le Projet urbain Loi se situe sur un axe historique structurant à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale, établissant le lien entre le Pentagone, le Parc du Cinquantenaire et l'avenue de Tervuren;

Considérant qu'il y a lieu de valoriser le périmètre du Projet urbain Loi, en tenant compte de son positionnement régional, ainsi que de sa localisation privilégiée en bordure du Pentagone et de sa situation centrale dans le réseau d'infrastructures de transports publics;

Considérant que la rue de la Loi abrite le siège des institutions européennes que sont la Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne et le Conseil européen;

Considérant que l'enjeu régional du redéveloppement de l'ensemble du quartier européen, tel que défini dans le schéma directeur du quartier européen, repose sur la réussite de la transformation de ce quartier en un quartier « urbain », dense et mixte;

Que l'objectif poursuivi est de renforcer le premier pôle d'emplois européens et internationaux de la Région tout en redéveloppant un lieu de résidence diversifié, bénéficiant de commerces et d'équipements de proximité;

Que la mixité des fonctions se développera dans un environnement composé d'espaces publics conviviaux, de parcs publics ouverts sur les quartiers voisins et d'équipements culturels présents en nombre dans cette partie du territoire régional;